

**DÉLIBÉRATION n°2022-15**  
**Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes**  
**Séance du 15 juin 2022**

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration  
du 9 mars 2022

**Le Conseil d'Administration,**

Vu le Code de l'éducation,

Vu les statuts de l'IEP de Rennes, en particulier l'article 23-1 du règlement intérieur tel qu'adopté par la délibération 2016-25 du 23 mai 2016,

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE :**

**Article unique**

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 9 mars 2022 est adopté.

Membres en exercice : 28 membres  
Membres présents ou représentés :       membres

Votes : Refus de participer au vote :  
          Abstention :  
          Contre :  
          Pour : 20

Délibération :       **adoptée.**       refusée.

15 juin 2022

Le Président  
du Conseil d'Administration



**Yann LEJOLIVET**

Document(s) en annexe au présent extrait :

*Compte-rendu du conseil d'administration du 9 mars 2022 (8 pages)*

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

### Présents

- (1) M. Yann Lejollivet, Président du Conseil d'administration
- (2) M. Alexandre Brailowski
- (3) Mme Mari-Laure Collet
- (4) M. Romain Pasquier
- (5) M. Thibault Tellier
- (6) M. Emmanuel Couet
- (7) Mme Armelle De Guibert
- (8) M. Nicolas Escach
- (9) M. Gil Desmoulin
- (10) Mme Marta Iglesias
- (11) M. Aurélien Drevet
- (12) M. Alban Laine-Battegay
- (13) M. Cleden Le Bras
- (14) Mme Blandine Le Parc
- (15) Mme Emma Theobald
- (16) Mme Élis Gicquiaud
- (17) Mme Nathalie Pruchon

### Représentés

- (18) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (19) M. David Alis
- (20) Mme Nathalie Colin
- (21) M. Jean-Luc Chenut
- (22) M. Olivier David
- (23) M. Vincent Valentin
- (24) Mme Claire Toupin-Guyot
- (25) Mme Adeline Thobie (représentée jusqu'à son arrivée à 18 heures)

### Membres ayant voix consultative

M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP  
Mme Isabelle Pellerin  
M. Augustin Berne

### Invités

- (26) M. Guillaume Julien
- (27) Mme Cyrielle Leclerc
- (28) M. Cyril Rams
- (29) M. Luc Neuville
- (30) M. Devillez
- (31) Mme Céline Bonnetier
- (32) M. Sebastien Chable
- (33) M. Gatepaille
- (34) Mme Pauline Cardot
- (35) M. Guellerin (Directeur de l'école de Design Nantes Atlantique)
- (36) Mme Montagne (Directeur de l'école de Design Nantes Atlantique)
- (37) M. Sylvain Gudéo (ASKORIA)
- (38) Mme Armelle de Guibert
- (39) M. Julien Kerfor
- (40) M. Didier Mineur

M. Lejolviet, Président du Conseil d'administration, donne lecture des différentes procurations.

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolviet
M. David Alis	Donne pouvoir à	Mme Hélène Muscat
Mme Nathalie Colin	Donne pouvoir à	Mme Adeline Taubie
M. Jean-Luc Chenut	Donne pouvoir à	Mle Emmanuelle Rousset
M. Olivier David	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolviet
M. Vincent Valentin	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
Mme Claire Toupin-Guyot	Donne pouvoir à	Mme Marta Iglesias
Mme Adeline Thobie	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin

M. Lejolviet souhaite en premier lieu la bienvenue à Luc Neuville, Contrôleur budgétaire, qui assiste aujourd'hui à son premier Conseil d'administration.

M. Neuville se présente au Conseil d'administration. Il a pris ses fonctions de Contrôleur budgétaire régional de la Région le 1<sup>er</sup> mars dernier, après avoir été Directeur adjoint dans différentes Directions départementales.

M. Lejolviet ne doute pas que la bonne relation qu'entretenait le Conseil d'administration avec son prédécesseur va se poursuivre.

*Il est procédé à l'appel.*

- **Adoption du procès-verbal du Conseil d'administration du 8 décembre 2021**

*La délibération n°2022-02 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-02 est adoptée à l'unanimité.*

- **Adoption du procès-verbal du Conseil d'administration du 5 janvier 2022**

*La délibération n°2022-03 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-03 est adoptée à l'unanimité.*

M. Lejolviet modifie l'ordre des points pour aborder le soutien à l'Ukraine en ouverture de séance.

- **Soutien à l'Ukraine**

M. Lejolviet indique que la situation en Ukraine contraint l'établissement à réagir. Sciences Po Renne a publié ces derniers jours un communiqué de presse, où il condamne fermement l'agression militaire russe et exprime sa solidarité avec le peuple ukrainien. Il donne lecture de cette prise de parole qu'il souhaite compléter d'un dispositif, qui aura préalablement été partagé et discuté en Conseil d'administration.

M. Diaz considère qu'il était important d'ouvrir la séance sur ce communiqué, auquel le Conseil d'administration s'associe en adressant ses pensées solidaires au peuple ukrainien. Des initiatives concrètes sont à présent envisagées :

- Le versement d'une aide de 10k€ à la Fondation de France, selon des modalités qui restent à définir.
- L'engagement à accueillir à la rentrée prochaine 6 étudiants ukrainiens, 3 dans le dispositif en anglais et 3 dans le dispositif francophone. Leurs bourses seront financées par le fonds de solidarité internationale de l'IEP.
- L'engagement à accueillir et rémunérer pendant un an un professeur invité ukrainien.

D'autres actions pourraient suivre avec le réseau des IEP.

M. Brailowski considère qu'il est important que l'établissement exprime sa solidarité avec la population ukrainienne. Il est en revanche plus réservé sur les condamnations politiques, qui correspondent à une lecture un peu réductrice de la situation géopolitique. L'agression est incontestable et condamnable, mais il lui semble préférable de centrer la communication sur la solidarité avec le peuple ukrainien. Par ailleurs, pour bien connaître le monde humanitaire, il recommande d'adresser les dons à Médecins sans frontières, seule ONG capable d'être véritablement efficace en situation d'urgence. La Fondation de France est plus à même d'intervenir sur les sujets de développement.

M. Lejolviet indique que l'Établissement a choisi d'adresser son don à la Fondation de France, parce qu'elle était la seule association à être juridiquement compatible avec les règles de la comptabilité. La traçabilité de l'utilisation des fonds ne posera aucune difficulté.

*La délibération n°2022-14 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-14 est adoptée à la majorité avec 1 abstention.*

## **1. Vie de l'Établissement**

- **Rapport d'activité 2021**

M. Chable indique que le rapport d'activité retrace le déploiement du projet d'établissement sur une année. La volonté est de donner aux administrateurs une vision globale de la dynamique de l'établissement et des actions qui ont été mises en œuvre. Le rapport est construit autour des 6 axes stratégiques de l'établissement que sont :

- 1) *L'indispensable coopération* : sont notamment évoqué la dynamique UNIR, l'entrée de l'IEP dans le dialogue stratégique de gestion avec le ministère, le partenariat avec l'École de Design de Nantes, la poursuite du campus virtuel, le renouvellement de la charte Erasmus+, la convention avec l'EHESP ;
- 2) *L'impératif d'une recherche d'excellence* : sont cités la participation aux chaires TMAP, Jean Monnet, et Normande pour la paix et les publications des enseignants-chercheurs ;
- 3) *L'incontournable transformation pédagogique* est présentée avec l'émergence en 2021 de nouveaux sujets (VAE, ouverture d'un nouveau format avec les lycées professionnels), la montée en puissance de l'alternance et la création d'opportunités pédagogiques nouvelles ;
- 4) *la vie étudiante épanouie et les conditions d'étude de qualité* : sont cités l'accompagnement des associations, la refonte du livret d'accueil français/anglais, l'amélioration de l'accueil des étudiants internationaux, les initiatives en lien avec la pandémie, la transformation de la bibliothèque ;
- 5) *L'exigence de responsabilité sociétale et environnementale* : sont évoquées la prévention des violences sexistes et sexuelles, l'élargissement du programme égalité des chances, l'élaboration d'un plan égalité femmes/hommes pour les personnels, la mise en place d'un budget participatif du personnel, la rénovation thermique de l'établissement, la distribution de protections menstruelles, le programme d'accueil des réfugiés ;
- 6) *Un projet partagé et une vision de long terme* : sont présentés la préparation à l'évaluation du Haut Conseil à l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (HCERES), qui revient tous les 5 ans.

M. Diaz fait un focus particulier un programme de démocratisation lancé en 2021. L'IEP accueille des élèves des lycées professionnels de Bretagne (Lycée Louis Guilloux de Rennes) et inversement, avec le soutien de la Région Bretagne et du Rectorat. Ce très beau projet d'échange, permet à deux mondes qui ne côtoyaient pas de s'ouvrir l'un à l'autre.

M. Lejolviet salue le dynamisme et l'originalité des actions de l'Établissement, dont la vie a repris son cours presque normal malgré la pandémie.

## 2. Finances

### • Compte financier 2021

M. Rams présente le compte financier 2021, en distinguant le résultat comptable du solde budgétaire. Le résultat comptable rattache l'ensemble des charges et des produits de l'exercice, y compris les recettes et dépenses encaissées et payées après le 31 décembre. Le solde budgétaire porte exclusivement sur les mouvements de cash intervenus entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre (trésorerie). Le résultat comptable 2021 progresse significativement par rapport aux deux dernières années. Les produits sont plus importants que les charges. Le bénéfice dégagé s'élève à 482k€, contre près de 90 k€ en 2019 et 2020.

Mme Bonnetier présente le solde budgétaire, qui retrace les encaissements/décaissements.

(1) *Les frais de personnel* s'élèvent à 1,9 M€, sachant qu'ils ne représentent qu'une partie des frais de personnel qui sont pour partie directement financés par l'État. Les dépenses de fonctionnement progressent par rapport à l'année 2020, avec la reprise d'activité. On assiste également à une progression des dépenses d'investissement. Les recettes enregistrent pour leur part une progression de près de 1 M€. Au final, le solde budgétaire est excédentaire à près de 493 k€.

M. Rams détaille les dépenses de personnel. Elles augmentent rapport à 2020 (+282 k€) sous l'effet conjugué de la hausse des dépenses de rémunération des chargés d'enseignement vacataires, la mise en place d'ambassadeurs Covid et le recrutement d'une chargée de recherche France stratégie. Leur progression est moins rapide que celle des recettes.

Mme Bonnetier décrit la répartition des dépenses de personnel.

(2) M. Rams détaille ensuite *les dépenses de fonctionnement*.

Mme Bonnetier précise que les dépenses de fonctionnement retrouvent les niveaux d'avant-crise, mais avec un changement de la nature des dépenses. Les frais liés aux événements et déplacements ont reculé au profit de dépenses liées à l'enseignement à distance et au télétravail.

M. Rams détaille ensuite les recettes de fonctionnement qui s'établissent plus de 5 M€, en forte progression par rapport à 2020. Les subventions représentent la moitié des recettes. Elles en représentaient à peine 40 % en 2018. Les recettes liées aux droits d'inscription sont globalement stables. On assiste en revanche à une progression significative des recettes liées à la formation continue (+33 %). La capacité d'autofinancement de l'Établissement (660 k€) est doublée par rapport à l'exercice précédent.

Mme Bonnetier précise que le système de visioconférence a représenté à lui seul un investissement de 144 k€.

M. Rams indique qu'il faut retenir du compte financier 2021 :

- Un résultat assez largement excédentaire qui tient principalement à la hausse des subventions et recettes de formation continue ;
- Des impacts conjoncturels sur le résultat (baisse des frais de réceptions et déplacements en raison de la crise sanitaire) ;
- Une capacité d'autofinancement solide qui finance plus de 100 % des investissements ;
- Une masse salariale en hausse de +15 %, sans dégradation du ratio par rapport aux recettes encaissables ;
- Un fonds de roulement en légère diminution par rapport aux charges décaissables, mais à des niveaux élevés ;
- Un renforcement de la qualité comptable (cartographie des risques, note de clôture).

Un intervenant sollicite des précisions sur la nature des charges d'amortissement qui représentent une part importante des dépenses.

M. Rams indique que les charges d'amortissement sont des dépenses rendues obligatoires par la réglementation, dès lors qu'un investissement est réalisé pour acquérir un bien immobilisé, ayant une durée de vie de plusieurs années.

M. Neuville constate une situation positive, dans la perspective de futurs investissements. Les exercices 2020 et 2021 ont été marqués par la crise sanitaire, qui n'a pas mis fin au dynamisme de l'Établissement, quand d'autres ont reporté des dépenses.

M. Diaz indique qu'avoir un fonds de roulement conséquent présente un risque de ponction par le ministère. Aussi, l'Établissement présentera son plan pluriannuel d'investissement à un prochain CA. Il est important d'acter le projet de plus de 4 M€ de rénovation de la bibliothèque pour se prémunir du risque de ponction. L'Établissement bénéficie par ailleurs de 4 M€ financés par l'État dans le cadre du plan de relance, ce qui porte à 8 M€ le montant des investissements sur les prochaines années.

M. Lejolviet considère que l'on ne peut que se satisfaire de la stabilité financière de l'Établissement, ainsi que de la rigueur et de la qualité de sa gestion. Année après année, la présentation du compte financier se fait plus claire. Un exercice comptable n'a de sens que s'il s'inscrit dans la durée. Les comptes sont toujours au service d'une ambition. Sur la forme, il préfère le terme d'excédent à celui de bénéfice. Sur le fond, l'excédent conditionne directement la capacité d'investissement. La solidité financière de Sciences Po Rennes permet de pallier le sous-encadrement pédagogique et financer une politique ambitieuse d'intégration sociale.

*La délibération n°2022-04 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-04 est adoptée à l'unanimité.*

- **Dispositif de maîtrise des risques**

Mme Bonnetier indique que réglementairement, un dispositif de maîtrise des risques doit être proposé chaque année aux administrateurs. Le dispositif identifie, caractérise et répond aux principaux risques touchant la chaîne financière et comptable, dans une démarche d'amélioration continue de la sécurisation des processus financiers et administratifs. Le dispositif est traditionnellement présenté au moment de l'arrêt des comptes, quand l'heure est au bilan de l'exercice écoulé et à la projection sur le suivant.

*La délibération n°2022-05 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-05 est adoptée à l'unanimité.*

- **Subventions associations Modules Projets 4<sup>e</sup> année**

M. Desmoulin apporte des éléments de précision sur ce nouveau dispositif qui vise à subventionner des projets portés par des étudiants de 4<sup>e</sup> année essentiellement, en remplacement de 2 cours magistraux. Jusqu'alors l'établissement ne finançait pas les modules projets. Il apparaît que son non-engagement financier suscite des réticences de la part de certains financeurs. Aussi, il a été décidé de financer les modules projets, afin qu'ils ne coûtent pas aux étudiants et que cela permette le déblocage d'autres financements. Pour obtenir une subvention de l'établissement, les groupes d'étudiants doivent se constituer en association, sachant que certains modules projet sont reconduits d'année en année.

*La délibération n°2022-06 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-06 est adoptée à l'unanimité.*

### **3. Pédagogie**

M. Desmoulin décrit la place que vont prendre les nouveaux parcours dans l'offre de formation.

L'offre se structure aujourd'hui autour des 4 écoles que sont : l'École des politiques publiques, l'École du management des organisations, l'École des affaires internationales et l'École de journalisme.

Demain, l'École des politiques publiques proposera une nouvelle formation de grade Master : Design des politiques publiques : enjeux éthiques, en collaboration avec l'École de design de Nantes. L'École du management des organisations rebaptisée École des solidarités et de la responsabilité sociétale, proposera elle aussi une nouvelle formation de grade master : Gouvernance des solidarités (GSO). Les offres de formation de l'École des affaires internationales et de l'École de journalisme resteront inchangées. Une nouvelle école sera créée : l'École des villes et environnements urbains. Elle porte à 5 le nombre d'écoles. Trois parcours de formation y seront logés. Deux existaient déjà. Le 3e est une création. Il s'agit du Grade Master Gouvernance des métropoles, affaires publiques et maritimité, proposé en partenariat avec l'Université de Brest.

- **Création du Grade Master « Design des politiques publiques : enjeux éthiques »**

M. Diaz précise que les échanges avec l'école de Design de Nantes ont débuté en plein confinement. Un an et demi plus tard, un grade master voit le jour.

M. Guellerin remercie le Conseil d'administration pour cette invitation. L'École de design est honorée d'avoir été choisie pour travailler aux côtés de Sciences Po Rennes sur la création de ce grade master. L'École de design compte 1700 étudiants qui travaillent sur le design, en lien avec l'innovation. Les designers dessinent et représentent les usages et objets de demain. Des institutions et entreprises de tous secteurs les sollicitent pour anticiper l'évolution de leurs métiers et services.

Mme Montagne précise que les designers diplômés de l'École de design auront la possibilité de s'engager dans une 6<sup>e</sup> année pour développer une expertise dans le design des politiques publiques actuellement en plein essor. Le service public qui a engagé sa transformation et sa modernisation déploie des démarches d'innovation par le design.

M. Mineur ajoute que le master est né de la volonté de rapprocher le design et les sciences politiques au sens large, dans une perspective d'enjeux éthiques. Cette formation en alternance offre de nombreux débouchés. Elle est la première à faire se croiser les sciences politiques, le design et l'éthique. Elle permet à Sciences Po Rennes d'ajouter l'éthique à son offre de formation. Elle sera accessible en 5<sup>e</sup> année aux étudiants de Sciences Po Rennes.

Mme Montagne présente la structure pédagogique du master, construite autour de semaines thématiques.

Un intervenant pose la question des frais d'inscription

M. Mineur indique qu'il n'en coûtera rien de plus aux étudiants qui s'engageront dans ce grade master, dont le coût sera aligné sur celui des autres grades master. Les frais de formation seront pris en charge par le contrat de professionnalisation ou d'apprentissage.

Un intervenant sollicite un éclairage sur la différence entre master et grade master.

M. Mineur indique qu'un master est un diplôme national soumis au contrôle du Hcéres et à la validation du ministère. Un Diplôme National de Master (DNM) est soumis à des évaluations régulières et devra apparaître dans le futur Parcours Sup des masters. Un grade master est un diplôme d'établissement offrant davantage de souplesse dans les contenus et présentant moins de contraintes. Le diplôme de Sciences Po est à part. C'est un diplôme d'établissement valant diplôme national.

M. Diaz ajoute qu'un DNM est forcément attaché à une Université. Sciences Po Rennes ne peut pas en créer seul. Le Conseil d'administration peut créer des grades master avec des partenaires. Ces diplômes d'établissement ne sont ouverts qu'aux étudiants de Sciences Po.

*La délibération n°2022-09 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-09 est adoptée à l'unanimité.*

- **Création du Grade Master « Gouvernance des métropoles, affaires publiques et maritimité »**

M. Diaz indique que ce 2<sup>e</sup> grade master est créé en collaboration avec l'Université de Bretagne Occidentale (UBO). Le Conseil d'administration est invité aujourd'hui à voter le principe de création du parcours, avant un second vote des maquettes et volumes horaires en juin. Chacun des nouveaux grades master est créé en partenariat avec d'autres institutions, dont les champs de compétences viennent compléter celui de Sciences Po. Dans le cadre de ce master, Brest apporte ses compétences scientifiques sur la gestion du littoral.

M. Pasquier précise que ce nouveau Grade Master est l'aboutissement d'un partenariat initié en 2015 avec L'université de Bretagne, avec la participation de Gwenaél Leblong-Masclot, Directeur général adjoint de Brest Métropole. À travers ce nouveau Grade Master, la volonté est de créer un pont entre la gouvernance urbaine et les enjeux de maritimité dans toutes leurs dimensions. Une première promotion de Master 2 en alternance devrait être créée à la rentrée.

M. Kerforn ajoute que ce nouveau grade master vient compléter le travail de la chaire TMAP et le parcours Gouvernance des mutations territoriales. Très attendu des acteurs publics, il créera des liens entre les étudiants de Sciences Po Rennes et les acteurs des collectivités, qui pourront s'enrichir mutuellement. Il en présente les UE pressenties.

M. Diaz fait remarquer qu'à travers ce grade master, Sciences Po Rennes, déjà présent à Caen et Nantes étend sa présence à Brest. La formation aura une composante scientifique forte. Ceux qui suivront cette formation doivent comprendre les enjeux des littoraux.

M. Lejollivet confirme que ce nouveau parcours renforce l'ancrage régional de l'Établissement. Il tient à saluer l'efficacité des différents acteurs qui ont œuvré pour que le projet aboutisse.

*La délibération n°2022-07 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-07 est adoptée à l'unanimité.*

- **Création du Grade Master « Gouvernance des solidarités »**

Mme de Guibert indique que ce Grade Master en alternance est créé en partenariat avec ASKORIA, l'EHESP et Rennes 2. Des formations dédiées aux décideurs de la solidarité existent déjà. L'ambition de ce parcours est d'accorder une place centrale à la coordination et l'expérimentation, et de se placer au-delà des silos qui structurent le secteur, pour créer des passerelles entre les différentes formes de vulnérabilités. Les différents acteurs qui se sont engagés pour construire cette formation illustrent cette volonté de décloisonner, qui répond véritablement à un besoin, une envie du secteur. Le parcours se déclinera en ateliers animés par des acteurs très divers. Il s'adresse aux acteurs associatifs, fonctionnaires de l'Administration territoriale, étudiants M1, et personnes en reconversion professionnelle, qui à travers les ateliers seront eux-mêmes constructeurs de contenu.

M. Gudéo précise que ce nouveau Grade Master capitalise sur une offre de formation continue « Construire les solidarités » lancée en 2020 dans un format 3 fois 2 jours. Il décrit les 5 blocs qui en structurent le parcours.

L'élue représentant le Département d'Ille-et-Vilaine au CA indique que les Départements ont besoin de professionnels qui soient capables de mener des projets collectifs, ancrés dans le champ des solidarités.

M. Diaz précise que le parcours s'intègre dans la grande école des solidarités développée en lien étroit avec le Département.

*La délibération n°2022-08 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-08 est adoptée à la majorité, avec 1 vote contre.*

- **Arrêté relatif à l'adaptation du règlement 2022 + annexe règlement modifié**

M. Diaz indique que l'adaptation porte sur le règlement du parcours commun première année. Les épreuves de spécialité du bac qui devaient avoir lieu en mars ont été reportées. Il ne pourra donc pas être tenu compte des notes de spécialité du bac dans la note finale comme prévu. À défaut, l'ensemble des IEP ont décidé par arrêté de tenir compte des notes des deux premiers trimestres de terminale (contrôle continu). L'avenant a été modifié en conséquence.

- **Avenant règlement concours accès direct en 2A**

M. Desmoulin rappelle que des conventions avec des lycées partenaires permettent à des élèves des classes préparatoires d'intégrer Sciences Po Rennes directement en 2<sup>e</sup> année. Ces conventions prévoient qu'il y ait une sélection des élèves proposés par les classes préparatoires. Jusqu'alors, le processus de sélection consistait en un entretien devant un jury. Un entretien ne permet pas toujours de s'assurer que les élèves, tous d'un bon niveau, ont la réflexion sur le monde et les capacités rédactionnelles attendues par Sciences Po. À cette fin, il a été décidé de compléter l'entretien d'un test écrit sur



ordinateur. Le jury final disposera ainsi de la note de l'écrit qu'il pourra consulter en cas de besoin. L'entretien conservera une place centrale avec un coefficient 2, contre un coefficient 1 pour l'écrit.

Un intervenant questionne le choix d'une passation du test sur ordinateur.

M. Diaz invoque des raisons de simplicité du traitement administratif des copies, qui pourront être transmises rapidement aux correcteurs. Le contexte sanitaire était par ailleurs incertain et ne garantissait pas les conditions d'une passation en présentiel.

M. Desmoulin ajoute que le choix de l'ordinateur vise également à permettre aux candidats ultramarins, qui passaient leur entretien en visio avant la pandémie, de passer le test écrit à distance, sous la surveillance de leur lycée d'origine.

Une intervenante s'étonne que la modification n'intervienne que maintenant, à 2 mois des concours. Elle redoute que l'information n'arrive pas ou arrive trop tard aux élèves, qui sont en pleine préparation des concours de l'ENS.

M. Desmoulin précise que le principe d'un test écrit figure déjà dans le règlement, avec un renvoi vers une annexe pour les modalités pratiques. Le Conseil d'administration est invité à se prononcer sur la mise en œuvre pratique d'un principe déjà acté.

M. Diaz ajoute que l'information a été portée à la connaissance des lycées partenaires il y a 2 mois déjà. Les proviseurs ont été invités à avertir les candidats potentiels de l'instauration d'un test écrit.

M. Desmoulin précise qu'il s'agit d'un test et pas d'une vérification des connaissances. Les candidats n'ont pas besoin de bachoter pour réussir leur test, qui vise à objectiver la sélection. L'entretien seul ne suffisait plus à les départager.

*La délibération n°2022-13 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-13 est adoptée à la majorité, avec 3 abstentions.*

#### **4. Ressources humaines**

- **Campagne 2022 de transformation des emplois**

M. Julien indique que des « campagnes d'emploi » ont lieu chaque année pour le recrutement des enseignants et des fonctionnaires administratifs. Pour les fonctionnaires administratifs, il est possible d'ouvrir des concours et/ou de transformer des emplois existants. Deux corps d'agents administratifs sont représentés à l'IEP : celui des Ingénieurs et Techniciens de Recherche et de Formation (ITRF) pour les fonctionnaires du ministère de l'Enseignement Supérieur, et celui des Agents de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur (AENES) pour les agents de l'Éducation Nationale. Les deux corps ne fonctionnent pas de la même manière. Celui des ITRF offre davantage de latitude dans le choix des candidats. Aussi, il est proposé de demander la transformation d'un poste de catégorie B - AENES en un poste ITRF.

*La délibération n°2022-10 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-10 est adoptée à la majorité, avec 1 abstention.*

#### **5. Vie étudiante**

- **Demande de domiciliation de l'association POSSIBILIS**

M. Diaz indique que le module projet d'accueil des réfugiés politiques était porté par l'Association Each One, qui s'est réorganisée et retirée de plusieurs écoles. L'Établissement a souhaité accompagner les étudiants pour qu'ils créent une association qui reprenne le projet. Le Conseil d'administration est aujourd'hui invité à se prononcer sur la domiciliation de cette association à l'adresse de Science Po Rennes.

*La délibération n°2022-11 est soumise au vote.*

*La délibération n°2022-10 est adoptée à l'unanimité.*

#### **6. Mesures réglementaires et pratiques**

- **Désignation des personnalités extérieures au Conseil d'administration**

M. Diaz rappelle la composition du Conseil d'administration. Il compte 30 membres, dont 9 étudiants élus, 1 représentant du personnel administratif, 10 enseignants, 4 membres de droit et 6 membres extérieurs. Le Conseil d'administration est aujourd'hui invité à voter le renouvellement de 5 membres extérieurs, et le remplacement du 6e, atteint par la limite d'âge, par

Audrey Ballu-Gougeon, avocate spécialiste du Droit du travail. Un vote doit être réalisé pour chacune de 6 personnalités. Seuls les votants présents sur site prennent part au vote, avec la possibilité d'endosser les procurations des administrateurs présents à distance. Il est procédé à un vote à bulletins secrets (2022-12).

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.*